

# **Conseil général de la Sarthe**

## **Session du 20 mars 2008**

**faisant suite aux élections cantonales des 9 et 16 mars 2008**

**M. COUNIL.** Monsieur le Président, je veux tout d'abord vous féliciter pour votre réélection à la tête de notre assemblée et vous souhaiter à vous ainsi qu'à votre équipe, qui sera désignée dans les instants, qui viennent bonne chance et bon courage dans vos fonctions au service des Sarthois.

Au-delà des différences que nous avons pu affirmer au cours de la campagne électorale qui vient de s'achever, je crois que nous avons une passion commune qui s'appelle la Sarthe. Nous avons un même désir, celui de permettre à la Sarthe de se développer dans un environnement préservé, de se développer sur un territoire équilibré au bénéfice d'une population pour qui la notion de solidarité ne doit pas être un vain mot.

Je veux, à mon tour, saluer les nouveaux élus qui nous rejoignent dans cette assemblée : M. Paumier et M. Vogel sur les bancs de la majorité et M. Breton, M. Chauveau, Lecomte et Rebré sur les bancs de la minorité. Vous me permettrez d'appuyer un salut plus amical à mes amis de la minorité.

A votre instar, monsieur le Président, je voudrais affirmer un regret, celui de la diminution du nombre de femmes élues dans notre assemblée. Jusqu'à présent, notre assemblée était assez féminisée. Cette évolution doit nous interroger collectivement et nécessite peut-être que, dans nos partis politiques réciproques, une vraie réflexion s'engage pour permettre aux femmes d'accéder à notre assemblée, car il faut bien noter que ces derniers mois nos deux camps ont fait preuve d'assez peu d'audace à ce sujet.

Je voudrais également adresser mes remerciements à mes collègues des Elus de gauche pour m'avoir renouvelé leur confiance en me faisant à nouveau leur porte-parole au sein de cette assemblée et au-delà.

Comme vous, monsieur le Président, je voudrais revenir sur les dernières élections. C'est vrai, la campagne a été forte, active. La gauche avait dit qu'elle ferait basculer le Conseil général. En début de séance, j'ai bien cru que nous y étions parvenus alors que Yvon Luby et moi-même étions à la tribune ! Mais ce plaisir fut de courte durée.

La droite avait dit que son objectif était de gagner un siège. Finalement, vous étiez un peu plus réalistes que nous, vous en perdez un. Donc l'échec est pour la gauche comme pour la droite, mais au final la gauche gagne un siège. Depuis 1979 – je vous parle d'un autre temps, avec d'autres formations politiques – jamais la gauche n'a été autant représentée dans cette assemblée. Avec 17 élus, nous représentons désormais – à l'examen des derniers recensements – 55 % des Sarthois quand la droite en représente 45 %. Cette situation paradoxale d'une gauche majoritaire dans la population, mais minoritaire en sièges a été très bien évoquée par Yvon Luby. Elle est liée au découpage archaïque des cantons. Quand les 3 696 habitants du canton de Montmirail élisent un Conseiller général, les 33 901 habitants du canton du Mans nord-Ouest élisent une Conseillère générale. Pourtant, M. Le Mener, Mme Karamanli représentent, dans cette assemblée, le même poids quand l'une représente neuf Sarthois et quand l'autre n'en représente qu'un seul.

Je crois qu'une réflexion doit absolument s'engager soit sur le mode du scrutin, soit sur la refonte des cantons. Nous représentons désormais 55 % des Sarthois, ce qui confirme également que l'alternance en Sarthe doit rester l'ambition de la gauche. Dans l'immédiat, je vous accorde qu'il y aura bien une minorité des élus de gauche et une majorité d'élus de droite.

J'aimerais au nom de ce groupe vous faire part de deux exigences. La première est liée à notre souhait de travailler : que les élus soient au travail dans cette assemblée. Travailler cela signifie qu'ils soient

associés à la réflexion, à la décision, car vous le savez très bien, mes chers collègues, le travail dans la grande majorité des commissions est inexistant. Réunir des commissions pour lire des rapports qui seront votés quelques semaines plus tard ne présente aucun intérêt.

Monsieur le président, je réaffirme mon propos de notre aparté de lundi : si nous continuons de travailler de la même façon dans les commissions, la gauche sera conduite à les boycotter, car il existe un moyen de travailler autrement. Il est possible que les services présentent aux élus les dossiers et que s'ouvrent de vraies discussions, un vrai travail de réflexion. Que les commissions puissent faire des propositions même s'il restera à l'exécutif le soin de trancher. Mais c'est aux commissions de faire des propositions comme cela se passe dans un grand nombre de collectivités locales. Beaucoup d'entre nous sommes élus municipaux. Dans les commissions des communes, un vrai travail de fond est mené : les élus auditionnent, traitent les dossiers, avancent des propositions et l'exécutif décide.

Notre seconde exigence est celle de la reconnaissance des élus de la minorité à égalité des autres élus. Nous sommes toujours effarés à la lecture de *La Tribune de la Sarthe* de voir que les cantons tenus par la gauche sont le plus souvent ignorés. Est-ce parce qu'ils auraient mal voté, qu'il ne s'y passe rien d'intéressant et que le magazine départemental qui est le magazine de tous les Sarthois doit les ignorer ? Je ne parle pas ici de reconnaissance des élus – je ne me suis jamais battu à titre personnel pour y voir figurer ma photo – mais bien de reconnaissance des territoires de notre département. À ce sujet, vous avez fait part, monsieur le Président, d'un certain nombre de propos qui vous ont choqués. Il y en a un qui nous a particulièrement choqués au cours de la campagne, c'est celui par lequel on a cherché à opposer les Sarthois les uns aux autres autour du slogan "Avec la gauche c'est tout pour Le Mans, rien pour les autres." Cette façon d'opposer les uns aux autres et plus particulièrement les Manceaux au reste de la population sarthoise n'est pas digne. C'est d'abord oublier que la minorité que je représente ici est d'abord composée majoritairement d'élus situés hors de l'agglomération manceauise, puisque le rapport est de 9 pour 8. Ensuite, c'est procéder à une interprétation erronée de la demande des élus manceaux. Ils n'ont jamais demandé que leur canton soit mieux traité que les autres. Ils ont tout simplement demandé qu'ils soient traités de la même façon. J'ai d'ailleurs cru comprendre, monsieur le Président, que votre majorité avait décidé d'évoluer sur ce sujet. En effet, au regard des documents électoraux qui ont été publiés pendant la campagne, par des candidats qui se disent représentants de la majorité départementale, j'ai pu découvrir qu'ils s'engageaient à ce que le Conseil général finance ici une crèche, ici une maison de quartier, ici une extension de gymnase ou la création d'un jardin public. Si ces engagements ont été pris par des candidats de la majorité départementale, ils ne l'ont pas été sans l'accord de la majorité départementale, à moins que les électeurs n'aient menti à leurs électeurs, je n'ose y croire.

Ne vous y trompez pas, mes chers collègues. Je ne tombe pas dans un discours opposant la ville à la campagne. Lorsque l'on inaugure un équipement culturel de proximité dans un village, avec la participation financière du Conseil général, c'est également avec la participation des contribuables manceaux. Nous considérons cela très bien, cela s'appelle la solidarité.

Notre volonté et notre exigence reposent sur le traitement équitable des territoires. Il ne s'agit pas d'opposer les gros qui seraient forcément riches aux petits qui seraient forcément pauvres. Nous connaissons tous des communes importantes plutôt pauvres et de petites communes plutôt riches.

Au-delà de ces exigences de travail et de reconnaissance de ce que nous sommes, je veux, mes chers collègues, vous assurer de notre ténacité et de notre détermination à défendre les intérêts de la Sarthe et des Sarthois. Notre vigilance dans cette assemblée s'exercera en permanence.

Vigilance sur les transferts de charge qui ne cessent de s'alourdir creusant un déficit de plus en plus colossal dans nos finances.

Vigilance sur la situation financière de notre collectivité, notamment sur la question de l'endettement, même si je sais que la majorité considère que ce n'est pas inquiétant.

Vigilance enfin, monsieur le Président, sur le respect des engagements que vous avez pris et rappelés tout à l'heure. Nous exercerons avec un grand sens critique notre droit de regard sur les politiques que vous développerez et la façon dont vous gèrerez notre collectivité. Cela ne signifie pas que nous nous

opposerons à toutes vos propositions. Nous les jugerons en fonction de nos valeurs et de nos engagements. Nous les accepterons certaines fois, nous les combattrons d'autre fois ou nous essaierons de les améliorer. Mais pour cela, faudrait-il déjà que la minorité soit enfin entendue et reconnue pour ce qu'elle est dans cette assemblée à l'instar des élus de la majorité, des représentants de Sarthoises et de Sarthois.

Bon courage à toutes et à tous.